





LES PAYSANS FRANÇAIS  
D'ANCIEN RÉGIME



*EMMANUEL LE ROY LADURIE*

# LES PAYSANS FRANÇAIS D'ANCIEN RÉGIMÉ

Du XIV<sup>e</sup> au XVIII<sup>e</sup> siècle

*Postface de Jean-Marc Moriceau*

*ÉDITIONS DU SEUIL*

*25, bd Romain-Rolland, Paris XIV<sup>e</sup>*

Ce livre est publié dans la collection  
L'UNIVERS HISTORIQUE

ISBN 978-2-02-108948-6

© Éditions du Seuil, janvier 2015

Le Code de la propriété intellectuelle interdit les copies ou reproductions destinées à une utilisation collective. Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite par quelque procédé que ce soit, sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants cause, est illicite et constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles L. 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

[www.seuil.com](http://www.seuil.com)

## Préface

L'histoire rurale est née, à tout le moins scientifiquement, au début du xx<sup>e</sup> siècle, notamment à partir des travaux importants de l'école géographique française. Je pense, par exemple, au grand ouvrage du géographe Jules Sion sur les paysans de la Normandie orientale, chef-d'œuvre de la « Belle Époque ». Lucien Febvre, dès avant la Première Guerre mondiale, a presque immédiatement emboîté le pas à ses collègues géographes lors de sa thèse sur la Franche-Comté sous Philippe II, parue en 1911. Cette thèse contenait déjà plusieurs développements quant à l'histoire sociale, notamment agraire, au meilleur sens de ce terme, relativement aux structures campagnardes comtoises, à l'époque du dynaste castillan qui régnait alors sur cette province aujourd'hui française.

L'entre-deux-guerres fut contemporain d'un remarquable développement de la pensée de Marc Bloch sur le même sujet, je pense en particulier à la parution de l'ouvrage essentiel de cet historien, personnalité dont on connaît par ailleurs le destin tragique ; le livre en question, paru en 1931, s'intitulait *Les Caractères originaux de l'histoire rurale française* ; il décrivait notamment l'action des rassembleurs de terres et autres bourgeois conquérants, mais il s'intéressait assez peu aux problèmes du morcellement successoral, né *ipso facto* de l'essor

démographique des peuplements villageois. Je crois avoir été le premier, dans mes *Paysans de Languedoc*, à signaler, grâce aux archives, l'importance de cette fragmentation des lopins, elle-même porteuse d'éventuelles paupérisations des micro-propriétaires ou micro-tenanciers.

L'après-guerre et les décennies suivantes du xx<sup>e</sup> siècle ont été contemporaines de la parution de ce que François Furet appellera les « grosses thèses de la Sorbonne », fortes en général d'un millier de pages ou davantage. Elles alliaient la richesse de l'analyse à la précision du détail. Je pense, bien sûr, au *Beauvaisis* magistral de Pierre Goubert, à la *Bretagne*, nobiliaire et autres, de Jean Meyer, à la *Savoie* de Jean Nicolas, au *Bordelais* de Robert Boutruche, au *Toulouse et pays toulousain* de Philippe Wolff, à la thèse amiennoise de Pierre Deyon et à tant d'autres. J'y joindrai modestement mes *Paysans de Languedoc*. Ces divers ouvrages, ruraux ou citadins/ruraux, ne négligeaient jamais le rapport ville/campagne quel que soit le sens du vecteur mis en cause.

Pour ma part, j'étais de formation rurale du fait de mes parents, père et mère, tous deux agriculteurs et fiers de l'être. Je rédigeai donc une grosse thèse languedocienne dont j'ai cité le titre ci-dessus. Puis je persévèrai dans le ruralisme en étudiant aussi l'aspect écologique, autrement dit l'histoire du climat : dates de vendanges, glaciers alpins, anneaux des arbres, séries thermométriques, séries événementielles, etc. Diverses monographies, modestes et détaillées, de villages méridionaux ou septentrionaux furent également signées par mes soins en divers livres concernant la communauté d'Aubais dans le Gard, Nitry et Sacy en Bourgogne ; enfin Montailou dans l'Ariège dont l'énorme succès, totalement imprévu en ce qui me concernait, me fit des centaines de milliers d'amis et, à la loyale, quelques adversaires.



## PRÉFACE

Le présent ouvrage se situe ainsi tout au long d'une filière généalogique... personnelle que je résumerai brièvement : au départ, ou peu s'en faut, il y avait l'*Histoire de la France rurale* parue aux éditions du Seuil et dont je rédigeai une partie non négligeable sous la direction éclairée de Georges Duby et d'un excellent agronome, Armand Vallon. J'avais également contribué sous direction braudelienne à l'*Histoire économique et sociale de la France* (PUF), tout cela dans le prolongement de ma thèse de doctorat, *Les Paysans de Languedoc* (1966). Ces deux poutres maîtresses éco-sociales et rustiques, l'*Histoire de la France rurale* et l'*Histoire économique et sociale de la France*, s'ajustaient très exactement autour de la décennie 1660 prise comme articulation d'un livre à l'autre, le tout s'étendant ainsi, en association duelle, du XIV<sup>e</sup> au XVIII<sup>e</sup> siècle. Michel Prigent, directeur des Presses universitaires de France, avait donné son accord à une synthèse entre les deux volets de l'ensemble livresque ainsi formé, le tout étant placé dorénavant sous l'égide des éditions du Seuil. J'avais profité de ce mariage pour mettre à jour le texte global obtenu : *Histoire des paysans français, de la Peste noire à la Révolution*, Paris, 2002. Le très gros volume (790 pages) constitué de la sorte convenait aux chercheurs et aux spécialistes mais pouvait effrayer le lecteur non spécialisé, notamment paysan ou cultivateur, que le sujet traité aurait dû intéresser malgré tout, ne serait-ce que professionnellement.

Depuis longtemps, je songeais en conséquence à une synthèse plus brève, très dense et entièrement réécrite : ce texte pouvait certes se moderniser sans être transformé de fond en comble ; la condensation même de l'œuvre pouvait en outre s'accompagner de modifications quant aux détails du style, de la pensée, de la mise à jour éventuelle et de la présentation. Il

n'était pas question en effet de reprendre la double version initiale sans en renouveler la forme qui, par définition, entraînait aussi le contenu. J'ai donc, pour le présent ouvrage, entièrement réécrit le livre en restant fidèle, certes, à son contenu global. Il retient l'essentiel de celui-ci au terme d'une écriture plus brève, plus dense et, si j'ose dire contradictoirement, moins lourde que ce n'était le cas lors de l'ouvrage ci-dessus, antérieur d'une douzaine d'années. Résumer cinq siècles, du XIV<sup>e</sup> au XVIII<sup>e</sup>, en un volume relativement maniable, de plusieurs centaines de pages certes, c'était là une entreprise qui était à la portée d'un historien, fût-il marqué antérieurement par les contraintes quelquefois pesantes d'une indispensable et canonique érudition. L'entreprise m'a paru digne d'être tentée. Elle fait donc l'objet du présent ouvrage : il se veut simultanément précis, global, voire détaillé quand cette ultime caractéristique paraît indispensable au titre de l'exploration d'un demi-millénaire tant médiéval que moderne, essentiellement mais pas uniquement rural.

Le titre même, *Les Paysans français d'Ancien Régime*, indique suffisamment l'objet ainsi que le cadre géographique et chronologique de l'œuvre ci-après. Le point de départ se situe dans le « monde plein », selon l'expression de Pierre Chaunu, soit 19 à 20 millions d'habitants de l'Hexagone virtuel. Lors de la première moitié du XIV<sup>e</sup> siècle, on est en présence *grosso modo* – « pesée globale<sup>1</sup> » – d'une vingtaine de millions d'« hexagonaux » dont 90 % de ruraux, antérieurement à 1347-1348, date à partir de laquelle l'occurrence de la Peste noire, elle-même accompagnée des guerres anglaises et de diverses crises de subsistances, entraîne la destruction, au moins pour la moitié, du peuplement en question, tant cam-

1. L'expression est de Pierre Chaunu.

pagnes que villes. C'est ce que nous appelons la « destruction du monde plein ». À l'étiage de ce peuplement, ainsi accompagné de catastrophes en série, difficilement imaginables pour nous, vers 1450, on se situerait – désastre – à 9 ou 10 millions d'« hexagonaux », encore eux. De 1450 à 1560, la population récupère, rurale incluse, et elle retrouve à peu près, au milieu du premier xvi<sup>e</sup> siècle, la dimension hexagonale d'une vingtaine de millions, déjà enregistrés précédemment, avant les désastres susdits intermédiaires. La norme d'une vingtaine de millions d'âmes, signalée une première fois lors des commencements du règne de Philippe de Valois, sera récupérée ensuite sous la Renaissance, au temps de François I<sup>er</sup> et d'Henri II. Elle se maintiendra ultérieurement jusque vers 1715, fin du règne de Louis XIV. Dès les décennies ultérieures à 1560, cette norme vingt fois millionnaire servira de toile de fond à quatre chapitres, autrement dit : traumatisme des guerres religieuses par rapport à la vie rurale de 1560 à 1596 (chapitre III) ; puis viennent deux générations ou peu s'en faut à partir de 1597, depuis le règne devenu pacifique d'Henri IV jusqu'aux années de jeunesse de Louis XIV (1596-1660), marquées par la dérive et la reconstruction de l'écosystème (chapitre IV). Ensuite, on fera état des révoltes paysannes, en tant qu'elles sont expressives d'un certain système social, éventuellement agité (chapitre V). Cinq chapitres en tout, jusqu'à présent. Le chapitre VI s'étend depuis le règne personnel de Louis XIV, des années 1660 aux années 1710, jusqu'à la veille de 1789. Le règne de Louis XIV est assez bien caractérisé, jusque dans les profondeurs du social et du rural, même s'il ne faut rien exagérer à ce propos. Mais quand même, petit détail, la peste a disparu de France, sauf en Provence, à partir des années 1660-1670 ; c'est en somme une manière de conquête sociale, comme on dirait aujourd'hui. Cela dit, le règne du « Grand

Roi », toutes nuances étant considérées, se termine assez tragiquement, en particulier pour les paysans, lors des grandes famines de 1693-1694 et 1709-1710. À partir de 1715 enfin, le royaume ayant à peu près rejoint les limites de l'Hexagone virtuel (mais à quel prix ?), l'époque d'une population *grosso modo* constante dans le long terme, malgré de multiples et parfois pénibles oscillations négatives, soit la vingtaine de millions d'âmes, un peu plus ou un peu moins, aux diverses époques indiquées ci-dessus, à coup sûr depuis la fin de la première moitié du *xvi*<sup>e</sup> siècle, cette longue période semble enfin révolue. Pouvait-on parler, vu sous cet angle strictement démographique, d'une « histoire immobile », numériquement et approximativement parlant<sup>1</sup> ? À partir de 1715, l'essor démographique national, et rural en particulier, reprend avec vigueur. On passe de 19 à 20 millions d'« hexagonaux », *alias* Français en termes officiels, à 28 millions en 1789 puis 40 millions sous le second Empire, les majorités démographiques restant très largement rurales. Le système seigneurial, qui fut l'un des cadres importants de la vie campagnarde du Moyen Âge à la fin de l'Ancien Régime, disparaît comme tel au terme d'une brève et vigoureuse agitation paysanne, approuvée officiellement lors de la nuit du 4 août 1789, laquelle entérine la suppression des privilèges caractéristiques de l'Ancien Régime, y compris quand il s'agit du monde rural. On change d'époque, ou du moins de cadre, la vie rurale change de forme et de style, sinon de contenu, ce qui clôt *ipso facto* la périodisation de notre livre. Certes, les paysans craindront vers 1815 encore une résurrection des droits seigneuriaux, mais ce ne sera qu'une hypothèse d'école, irréalisable. De telles appré-

1. Emmanuel Le Roy Ladurie, « L'histoire immobile », leçon inaugurale au Collège de France, 1973.

hensions se situent de toute manière hors du cadre chronologique du présent ouvrage.

Dans le cadre des structures traditionnelles, antérieures à 1789, nous nous adresserons désormais, au terme de ce chapitre VI, à d'autres données, déjà présentes à vrai dire lors des chapitres antérieurs. Il s'agira d'envisager, du social au mental, l'ethnographie et la culture campagnardes, la violence, la délinquance ainsi que la contestation villageoise, enfin les voies du Seigneur et celles qui éloignent de Lui.

Après l'évocation du Très-Haut, on nous permettra de mentionner plus modestement un point particulier de l'ouvrage, et qui n'est pas dénué d'importance : il s'agit du concept de rente foncière (*ground rent*), évoqué en divers emplacements de notre exposé ultérieur. Ce concept est identifié par les meilleurs auteurs comme étant le revenu tiré des affermes, fermages et autres contrats de location de la terre et des domaines agricoles, eux-mêmes arrentés à des fermiers, voire métayers ; les uns et les autres étant exploitants agricoles en relation subordonnée ou égalitaire avec les propriétaires fonciers, détenteurs du sol en ce qui les concerne, comme leur nom l'indique. Il s'agit donc, en fait de rente foncière, d'une notion très simple, connue par ailleurs par toute personne ayant loué, en nature ou en argent, une pièce de terre, un domaine rural ou une ferme agricole, notion assez comparable, avec les différences qui s'imposent bien sûr, à ce qui concerne la location d'un appartement, d'une maison, concept qui dans ces conditions est parfaitement familier, sur un plan plutôt urbain en l'occurrence, à des millions de locataires, prestataires d'un loyer, dans l'Hexagone et ailleurs. Les économistes et autres économètres, depuis David Ricardo jusqu'à nos jours, ont fait un usage infiniment sophistiqué du concept en question, relatif à la rente foncière, alors que, pour les

historiens du monde rural, ce concept garde l'auguste simplicité qui était la sienne dans les innombrables contrats d'arrentement ; ils fourmillent par exemple dans les registres notariés, depuis le XII<sup>e</sup> siècle jusqu'à nos jours. Les plus anciens, en ce qui concerne mon expérience historique personnelle, furent rencontrés par moi dans la Catalogne aujourd'hui française, *alias* Roussillon, dès l'époque gothique et sans doute auparavant. Ils ont proliféré jusqu'à nos jours, et ils ont encore un vaste avenir devant eux, dès lors qu'il s'agit du fermage, en effet. En ce sens, ils font partie de la très longue durée, plus coriace encore que d'autres notions, très anciennes également mais disparues, elles, depuis la Révolution, je pense par exemple aux droits seigneuriaux ou décimaux : cens, dîme, *acapte* méridionale, champart, qui n'ont pas surnagé après leur grand naufrage, déjà enregistré ci-dessus, lors de la nuit du 4 août 1789.

## Un creux après la destruction du « monde plein » (XIV<sup>e</sup>-XV<sup>e</sup> siècle)

Selon diverses sources, qu'il serait trop long d'expliciter dans le présent ouvrage, la population de l'Hexagone virtuel vers 1328 pourrait être estimée à une vingtaine de millions d'habitants, dont 90 % de ruraux au minimum ; soit l'équivalent du peuplement louis-quatorzien vers 1714-1715 : 20 millions d'âmes également. Alors, croissance zéro ? En fait, il y a un « trou » dans l'intervalle, on était tombé à une dizaine de millions de personnes vers 1450. Dans un monde d'assez faible productivité agricole, les deux dizaines de millions d'hommes de 1330-1340 subsistent parfois difficilement. Le niveau de vie des campagnards est souvent bas, parfois très bas.

Société bloquée sinon figée, les grandes innovations techniques du haut et moins haut Moyen Âge après 600 (charrue, meunerie, etc.) sont acquises sans plus. Un peuplement pléthorique affronte l'inélasticité du produit brut. Dans ces conditions, les famines frappent dur : voyez celle de 1315. Les prélèvements sont lourds, les salaires réels sont bas, les lopins sont morcelés. L'offre de main-d'œuvre est mal rémunérée car trop importante. Face au misérabilisme des petits, les seigneurs campent sur une propriété terrienne (directe) assez vaste qui nourrit les villes et qu'il n'est pas question de parcelliser. Cette

époque difficile aurait pu se prolonger fort longtemps comme telle. Mais un court-circuit microbien va précipiter le massacre. La densité des masses humaines de la Chine à l'Occident va rendre possible par contact la propagation d'une catastrophe épidémique qui traverse les faibles densités anthropiques de l'espace intermédiaire russo-sibérien. La Peste noire galope du Turkestan à la Crimée et du Bosphore au Midi français. Le bacille de Yersin moissonne, selon les cas, un quart, un tiers ou parfois la moitié des populations françaises, rurales incluses. Les pestes suivantes, les guerres de Cent Ans et une espèce de spirale déflationniste complètent ce funèbre travail.

On passe vraisemblablement d'une vingtaine de millions d'« hexagonaux » à une dizaine de millions de 1347 à 1450. Dix millions, dont 9 millions de ruraux parmi lesquels 8 millions de paysans. Les chronologies régionales de l'effondrement varient selon les provinces ; Languedoc et Provence périssent de bonne heure, Île-de-France et Normandie ne se décident au désastre qu'un peu plus tard, mais la dépopulation finale vers le milieu du xv<sup>e</sup> siècle est du même ordre un peu partout, dramatique : fauchaison de l'effectif hexagonal à 50 % *grosso modo* ; espérances de vie amputées. Au diocèse de Genève, la population, surtout rurale, passe de l'indice 235 en 1339 à 115 vers 1412, puis 100 (chiffre de base) vers 1444. On ne dépassera cet indice 100 péniblement qu'entre 1482 et 1518. Le diocèse de Genève a donc perdu pendant la phase séculaire critique 57 % de sa population. En Suisse romande, comme on l'appellerait aujourd'hui, les guerres anglaises n'ont joué qu'un rôle très faible ou nul, et pour cause. Il faut incriminer, là comme ailleurs, les pestes et autres épidémies, ainsi que la régression, consécutive, d'une économie de plus en plus recroquevillée. Même remarque en Dauphiné : la réduction démographique de l'avant- peste à l'après-guerre de Cent Ans est de



55 %. Les montagnards abandonnent les pentes pour se fixer dans la plaine ci-devant dépeuplée. En Bourgogne, le minimum est en 1423, plus de huit feux sur dix ont disparu par rapport à 1285. La Bourgogne se redresse quelque peu par la suite, mais restera encore longtemps à mi-pente par rapport aux hauteurs du XIII<sup>e</sup> siècle. Une dépopulation synchrone et quantitativement similaire de 65 % à 70 % est signalée encore en Île-de-France, Beauvaisis ; presque égale en Bordelais. L'environnement rural du grand port girondin est presque aussi mal loti que son homologue francilien. En Normandie, le dépeuplement est similaire ou pire encore, terriblement aggravé par les guerres anglaises et par les déprédations des soudards. Vers 1440, les Normands, les chevaux, les moulins ont disparu en tout ou partie. La classe des laboureurs, ossature de la société rurale, est en état de liquéfaction. La Bretagne, moins éprouvée, connaît pourtant elle aussi un étiage du nombre des hommes. Dans ce qui serait aujourd'hui le nord, ou plutôt l'extrême nord de la France, les pertes sont un peu moins lourdes que dans le grand corps de l'Hexagone actuel : baisse de 42 % dans l'Artois et d'un tiers en Hainaut. Le Brabant à l'âge d'or de la peinture flamande ne perd que 18 % de ses habitants. Tout cela d'ampleur variable vaut depuis l'avant- peste des années 1330 à 1346 jusqu'aux minima populationnistes des environs de 1440-1450.

La « France », expression géographique commode, est frappée à 50 % de ses effectifs, ce qui est énorme ; la « Belgique » nettement moins. Somme toute, les Pays-Bas, plus riches et plus développés, résistent mieux au catastrophisme ambiant que les « pays de France » amputés momentanément d'une moitié de leur démographie coutumière telle qu'elle fleurissait ou sévissait, selon les cas, de 1300 à 1346 puis de 1515 à 1715. La population avait momentanément chuté entre 1348 et 1450

de 20 millions à 10 millions d'âmes, répétons-le, ou même moins encore ; avec de toute façon le très fort pourcentage de population rurale et, ci-incluse, agricole déjà évoqué.

Que doit-on incriminer principalement parmi les facteurs de ce dépeuplement du quatorzième, qui serait presque incroyable en notre temps ? La fécondité restait très élevée ; la restriction des naissances n'était guère en usage. À preuve les belles études du regretté Hugues Neveux sur ce point en Cambrésis (proche de l'Artois), lequel perdit 42 % de sa population au terme des années noires et du temps des troubles d'un premier xv<sup>e</sup> siècle assez longuement fâcheux. Or la fécondité prétendument trop basse n'était pas pour grand-chose, en réalité, dans l'occurrence de cette marée basse des peuplements globaux. En effet, au cours des deux époques ci-après évoquées, les femmes de la région de Cambrais, une fois mariées, ont un enfant tous les trente mois, qu'il s'agisse de la seconde moitié du xv<sup>e</sup> siècle ou des années 1559-1575. Le facteur authentique qui a présidé au malheureux écroulement de la démographie du quatorzième est à chercher du côté d'une mortalité momentanément ou séculairement très accrue. Les couples du xv<sup>e</sup> siècle sont, en dépit de leur haute « fertilité », moins productifs d'enfants au total que ne le seront les ménages des époques suivantes. La mort massive est la grande coupable, particulièrement du fait des très nombreuses épidémies de peste à l'époque, plus nombreuses et plus fréquentes qu'au xvi<sup>e</sup> siècle. Les puces transmises d'homme à homme sont bien plus dangereuses en l'occurrence que les rats. Dans telles régions de la France centrale, la peste, en ce temps-là, frappe tous les dix ans, et dans telles régions du Midi, tous les trois ans, voire annuellement. À l'échelle nationale, toutes régions confondues, la peste est annuelle, tantôt ici, tantôt là, sauf

rémissions brèves pendant une ou deux « bonnes » années. Le rythme de la mort est donc endiablé, même s'il change d'emplacement selon les millésimes. Beaucoup plus tard, en 1720, des barrages militaires interdiront les déplacements des individus contaminés. Au xv<sup>e</sup> siècle, on n'en était pas là, on avait surtout recours religieusement au mystérieux saint Roch, actif – du moins l'espérait-on – contre ce qu'on n'appelait pas encore le bacille de Yersin. Pour ce motif spécialement meurtrier, flanqué de quelques autres, la population de l'Hexagone est régulièrement écrêtée, puis stabilisée à bas niveau. La reprise démographique ne surgira enfin à des dates variées qu'au cours de la seconde moitié du xv<sup>e</sup> siècle.

Restons-en aux mauvaises décennies guerrières et autres, offensives pesteuses et famineuses également. Les crises de subsistances gravissimes sont enregistrées en 1420-1421, 1432, 1433, et surtout de 1437 à 1439. Mais ces chocs de la faim eussent été bien moins graves s'il n'y avait aussi, à titre causal en ce qui les concerne, la guerre et le brigandage. Dès que disparaît vers 1450 la formidable guerre intestine, ultradestructrice, le calme quasi plat règne, sauf modeste exception, sur les courbes des prix du grain, jusque vers 1504, voire 1520. Quand revient la paix, dès la seconde moitié du xv<sup>e</sup> siècle, dès que se reconstitue l'agriculture, la dépopulation préexistante engendre *ipso facto* l'abondance alimentaire. Cette pléthore nutritive réelle, qu'il ne faut pas bien sûr exagérer, reste plus ou moins à l'ordre du jour pendant plus d'un demi-siècle, jusqu'à la date approximative de 1500 ou un peu plus. Au premier xv<sup>e</sup> siècle, la guerre franco-anglaise ou franco-française n'était pas en l'occurrence une variable exogène, elle faisait partie du système à l'échelle séculaire ou davantage. On peut dire en simplifiant beaucoup que le désastre était davantage guerrier

dans la moitié nord du royaume, davantage pesteux dans la moitié sud.

Est-ce à dire que le syndrome peste-guerre-famine avait détruit non seulement les hommes en très grand nombre mais aussi les communautés humaines, et plus particulièrement les villages ? Sur ce point, il ne faut rien exagérer : le réseau des villages, même très dépeuplés pour la plupart d'entre eux, a tenu bon. Les désertions de villages ont été bien moins nombreuses qu'en Allemagne et en Angleterre. Il est vrai qu'en Alsace, allemande à l'époque, cent trente-sept villages ont été abandonnés pour toujours dans les derniers siècles du Moyen Âge. Le torchis alsacien était-il plus susceptible de disparition collective que l'architecture de pierre francilienne ou champenoise ? Des ceintures de villages morts se sont dessinées autour des villes de la province alsacienne en question, les ci-devant villageois ont disparu ou bien ils ont immigré vers le centre urbain, mieux défendu. La friche a gagné les terroirs délaissés, partiellement récupérée par les agriculteurs des villages survivants. Même en l'absence de guerre de Cent Ans (cas de l'Allemagne et de l'Alsace), la peste avait fait le vide. Dans la moitié nord du royaume de France, c'est aussi la guerre qui crée les zones rouges : les villages sont abandonnés, quitte à ressusciter plus tard au terme d'une génération de paix, ou même davantage. Dans l'actuel Pas-de-Calais, il y eut abandon des équipements collectifs, des canaux de drainage, effondrement des revenus agricoles (1438-1439, années noires). Certaines régions nordistes deviennent vides d'habitants, à l'exception de quelques pauvres femmes. Néanmoins les habitants reviendront, seulement 6 % des villages seront définitivement abandonnés. Même capacité de survie en basse Normandie, pourtant si éprouvée. En Île-de-France, région de Jouy-en-Josas, trois villages seulement disparaissent définiti-

Histoire humaine et comparée du climat

2. Disettes et révolutions (1740-1860)

*Fayard, 2006*

Le Siècle des Platter

3. L'Europe de Thomas Platter

*Fayard, 2006*

Abrégé d'histoire du climat

Du Moyen Âge à nos jours

(entretiens avec Anouchka Vasak)

*Fayard, « Pluriel », 2007*

Histoire humaine et comparée du climat

3. Le réchauffement (de 1860 à nos jours)

*Fayard, 2009*

La Civilisation rurale

*Allia, 2012*

Naissance de l'histoire du climat

*Hermann, 2013*

Une vie avec l'histoire

*Tallandier, 2014*

RÉALISATION : IGS-CP À L'ISLE-D'ESPAGNAC  
IMPRESSION : CPI FIRMIN-DIDOT, À MESNIL-SUR-L'ESTRÉE  
DÉPÔT LÉGAL : JANVIER 2015. N° 108948 (00000)  
*Imprimé en France*